

**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
13 mai 2010
Français
Original : anglais

Assemblée générale
Soixante-quatrième session
Points 14 et 18 de l'ordre du jour

Conseil de sécurité
Soixante-cinquième année

**Conflits prolongés dans la région du Groupe GUAM
et leurs incidences sur la paix et la sécurité
internationales et le développement**

La situation dans les territoires occupés de l'Azerbaïdjan

**Lettre datée du 10 mai 2010 adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent de l'Azerbaïdjan auprès
de l'Organisation des Nations Unies**

Selon des articles de presse, la République d'Arménie projette d'organiser, le 23 mai 2010, par l'intermédiaire du régime séparatiste à sa solde, de prétendues « élections parlementaires » au Haut-Karabakh, région occupée de la République d'Azerbaïdjan. J'ai l'honneur à cet égard, d'ordre de mon gouvernement, de déclarer ce qui suit.

Le conflit armé qui oppose l'Arménie et l'Azerbaïdjan a abouti à l'occupation de presque un cinquième du territoire de l'Azerbaïdjan et a fait environ d'un Azerbaïdjanais sur huit une personne déplacée ou un réfugié; 20 000 personnes ont été tuées, 50 000 blessées ou rendues invalides et environ 5 000 Azerbaïdjanais sont toujours portés disparus. Les crimes internationaux les plus graves ont été commis durant le conflit.

L'Arménie utilise la force armée pour occuper le territoire de l'Azerbaïdjan et y créer une entité séparatiste ethniquement homogène à sa solde, qui ne survit que grâce à son appui politique, militaire, économique et autre. La communauté internationale a reconnu que des territoires de l'Azerbaïdjan étaient occupés et que l'Arménie était une puissance occupante au sens des dispositions juridiques internationales applicables.

La République d'Azerbaïdjan a déclaré à maintes reprises que, en dépit des efforts politiques en cours pour régler le conflit au plus vite sur la base des normes et principes généralement acceptés du droit international, la politique et la pratique de la République d'Arménie, Puissance occupante, mises en œuvre notamment au moyen d'activités illicites dans les territoires azerbaïdjanais occupés, attestent clairement l'intention de ce pays d'annexer ces territoires (voir, par exemple, le



document le plus récent distribué à la demande de l'Azerbaïdjan : A/64/760-S/2010/211).

Ce n'est pas la première fois que la République d'Arménie, violant ouvertement la Charte des Nations Unies, les principes fondamentaux du droit international ainsi que la Constitution et la législation nationale de la République d'Azerbaïdjan, organise de prétendues élections dans la région azerbaïdjanaise occupée du Haut-Karabakh.

Il est toutefois bien établi qu'on ne saurait propager la démocratie par l'épée et qu'un acte illicite ne saurait produire de droits juridiques. C'est pourquoi, comme l'agression, l'occupation et l'épuration ethnique se poursuivent dans les territoires azerbaïdjanais dont l'Arménie s'est emparée, l'organisation d'une votation sous quelque forme que ce soit ne peut être reconnue comme juridiquement valide et comme affectant le statut juridique préexistant de ces territoires qui, au regard du droit international, demeurent azerbaïdjanais.

La communauté internationale a condamné sans équivoque toutes les précédentes « élections » organisées dans la région azerbaïdjanaise occupée du Haut-Karabakh. La République d'Azerbaïdjan compte donc que l'Organisation des Nations Unies et ses Membres protesteront une nouvelle fois sans équivoque contre l'activité illicite susmentionnée, qui porte atteinte à sa souveraineté et son intégrité territoriale, compromet les efforts politiques en cours pour régler le conflit et déstabilise encore davantage la région du Caucase méridional.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 14 et 18 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent de l'Azerbaïdjan
(Signé) Agshin **Mehdiyev**